

Museler la démesure



Le sociologue Alain Caillé propose de réinventer une politique sociale en s'adaptant aux mutations des échelles du pouvoir et en muselant la démesure. Extraits de son intervention.

Dossier réalisé par **Anh-Gaëlle Truong** Photos **Noémie Pingaud**

Dans les années 1980 et 1990, on espérait définir un projet de politique sociale basé sur une extension planétaire du modèle occidental. [...] Cet imaginaire progressiste ne fonctionne plus pour trois raisons. Un, les Etats-Nations [...] n'ont plus de prises sur les phénomènes économiques mondialisés. Deux, nous prenons conscience que le monde est fini et que ses ressources naturelles ne sont pas illimitées. Trois, l'intégration sociale de personnes issues de cultures diverses ne peut plus se faire uniquement et simplement dans le cadre de l'Etat national classique.

DES RÉPONSES INSUFFISANTES

Face à ces défis, quelles sont les réponses qui nous sont proposées ? La première, la moralisation du ca-

pitalisme, ne pourra pas se faire sans la formation à l'échelle mondiale de courants d'opinion extrêmement massifs. La deuxième, tout aussi estimable est une nouvelle définition de la richesse. Dans les termes de la commission Stiglitz, il ne s'agit pas de se contenter d'accroître le PNB mais de viser un bonheur national brut ou net. On substituerait à l'indicateur marchand un indicateur synthétique de bonheur. Je suis réservé sur l'idée qu'il puisse y avoir un indicateur unique de ce qui fait la richesse de l'existence humaine. Et cela ne règle pas un problème fondamental : effectivement il y a un divorce empiriquement constatable entre l'augmentation du PNB et l'augmentation du bonheur mais, malgré tout, nous avons besoin d'argent. Troisième réponse : la décroissance. Cette idée force à réfléchir, mais est totalement indéterminée puisqu'on ne dit pas sur quels points décroître et sur quels plans croître. Enfin, l'appel à la simplicité volontaire ne suffit pas à faire une politique alternative. Cette agrégation de décisions individuelles ne permet pas de rassembler massivement à l'échelle mondiale. Alors, que manque-t-il à ces solutions alternatives, qui par ailleurs peuvent être séduisantes ? D'une part, nous ne savons pas penser suffisamment les

UNIVERSITÉ INTERNATIONALE À POITIERS

Du 1^{er} au 3 octobre 2009 s'est déroulée à Poitiers l'université «Au-delà du développement», organisée par l'Institut international de recherche, politique de civilisation, à l'Espace Mendès France, avec le soutien de la Région Poitou-Charentes, de la ville et

de l'agglomération de Poitiers, du Meedat. Dans *L'Actualité* n° 86, nous avons publié «De la dénonciation à l'énonciation» d'Edgar Morin. Ce dossier donne la parole à quelques-uns des nombreux intervenants réunis sur le thème : «Les sept défis pour une politique de civilisation».

«La finance doit se soumettre»

Susan George, membre du Transnational Institute et membre fondateur d'Attac, est intervenue jeudi 1^{er} octobre lors de la conférence inaugurale de l'Université d'été. Lors de ce discours portant sur la gouvernance mondiale, elle définit le travail des jeunes générations pour parvenir à un système «à peu près correct» : «Ils doivent inverser complètement la hiérarchie des cercles de gouvernances», pas une mince affaire qui, selon la militante, ne peut se réaliser que dans le cadre d'un monde démocratisé, par des citoyens engagés qui sauront s'allier pour contrer la puissance de feu des lobbies financiers. Pour décrire le système actuel, Susan



George s'appuie sur l'image de gouvernances en cercles concentriques, avec la finance dans le cercle extérieur, «c'est la finance qui englobe tout». Les autres cercles représentant l'économie, la société puis la planète s'imbriquent les uns dans les autres, la plus grande dictant sa conduite à la suivante. Aussi dans cette cosmogonie, la finance dirige l'économie – «regardez les ordres du jour du G20, ils concernent d'abord les banques et l'économie, le reste on voit après» – qui toutes deux dictent à la société la manière dont elle va s'organiser. «Aujourd'hui le marché s'étend à la planète mais pas la gouvernance du droit, la démocratie. Aussi ce sont les lobbies financiers qui décident.» Et tout ce petit monde gigogne tyrannise la planète Terre réduite au seul statut d'être une provision de matières premières et un dépôt. «A mon sens, le travail révolutionnaire des jeunes générations est d'inverser complètement ces cercles pour mettre la planète en position de commander parce que, de fait, nous ne pourrions jamais la soumettre.» Ensuite viendrait la société qui pourrait choisir son organisation et son système économique. Enfin, la finance doit se soumettre et n'être qu'un outil au service de l'économie.

«Démocratie, alliances et engagement citoyen : je ne vois pas d'autre remède. Aux États-Unis, ces dernières années, les banques et les institutions financières ont dépensé 5 milliards de dollars pour mettre fin à 12 règles contraignantes pour leur fonctionnement. Ce lobbying nous a menés à la crise. C'est pour cela que nous devons absolument construire des alliances pour contrer ces organisations extrêmement organisées et disposant de moyens énormes.»

A.-G. T.

GOVERNANCE

Susan George n'aime pas le mot gouvernance. «Ce terme issu du monde de l'entreprise a été repris par la banque mondiale et le FMI à la fin de leurs programmes d'ajustements structurels pour les pays du Sud. Une fois toutes leurs exigences de privatisation, d'asservissement aux exportations, de cotisations individuelles pour l'éducation, etc. mises en place, quand ils ne savaient plus quoi faire ils ont adopté ce terme bateau suffisamment flou pour pouvoir avoir toujours leur mot à dire dans la "gouvernance" des Etats.»

mutations de l'échelle du politique. D'autre part, nous ne savons pas traiter la tendance mondiale à la démesure, à l'absence de limites à notre désir de puissance.

GÉRER LES CHANGEMENTS D'ÉCHELLE

Il me semble que les mutations de l'échelle du politique nous renvoient à trois séries de problèmes auxquels les réponses ne peuvent être que paradoxales.

Il y a encore 20 ans, le politique était perçu comme le contrepoids du marché. [...] La première orientation d'une politique sociale serait de dynamiser la société civile associationniste en complémentarité du marché et de l'Etat. Car, sans ce troisième terme, le marché et l'Etat ont tendance à devenir fous. Problème : c'est là que se tient le paradoxe, la société civile associationniste ne s'engendre pas seule et n'est pas spontanément vertueuse. Alors, comment fabriquer un monde associatif vertueux ? Par l'éducation, donc par l'action de l'Etat. [...] Il faut donc que l'Etat éduque les associations à la citoyenneté démocratique de façon qu'elles puissent servir de contrepoids à l'Etat lui-même.

Deuxième défi, deuxième paradoxe : nous voyons bien que la mondialisation économique provoque à la fois la richesse et la misère. Autrement dit, on ne peut pas

arrêter le processus de mondialisation de l'économie mais on ne peut pas s'en contenter. Il nous faut donc penser à la fois la continuation de l'internationalisation du monde mais penser symétriquement la relocalisation. Car nous savons qu'une partie des réponses au chômage, à la misère et à la crise économique et écologique réside dans la relocalisation des activités. Troisième défi : l'invention de modes de cohabitation entre des personnes issues de cultures diverses. Imaginairement, notre État-Nation reposait sur une certaine homogénéité culturelle, linguistique des populations. Cela ne peut plus tenir, nous sommes dans une ère de confrontation des cultures, à l'extérieur et à l'intérieur des États-Nations. Et les modes d'intégration classiques ne fonctionnent plus. [...] Un point fondamental est à comprendre : depuis une trentaine d'années, [...] la question n'est plus d'abord d'augmenter les revenus des plus pauvres mais porte sur la reconnaissance des femmes, des minorités culturelles, religieuses, sexuelles. Et ce conflit-là est beaucoup plus difficile à gérer que les conflits économiques [car l'égalité de reconnaissance de chaque minorité alimenterait une spirale incessante et ingérable de revendications]. [...] Alors quels cadres politiques donner ? La coexistence des

cultures diverses ne peut s'opérer qu'au sein d'un espace politique nécessairement structuré à partir d'une Histoire partagée, donc à partir d'une langue et d'une culture dominante. [...] Le paradoxe est le suivant : la seule solution est qu'existe au sein d'une communauté politique donnée une culture dominante qui affirme l'égalité de toutes les cultures. Et que les autres cultures reconnaissent cette domination.

MUSELER LA DÉMESURE

La tendance à la démesure s'exprime notamment par la démesure spéculative. Le moment du basculement coïncide avec la création des stocks-options et des parachutes dorés. A partir de ce moment-là, les capitalistes rentiers ont pris le pas sur les capitalistes entrepreneurs. Je crois qu'il faut interdire les stocks-options et les parachutes dorés, inventions très récentes qui assurent la dérive du monde. [...] Il faut aussi retrouver le sens de la mesure et le signifier en affirmant très fortement qu'aucun être humain ne doit tomber dans la misère. Il faut un revenu minimum garanti à tout être humain tout en discutant

des montants variables selon les pays, les régions, etc. Et symétriquement, ce qui est beaucoup plus difficile à défendre, il faut affirmer qu'aucun être humain n'est autorisé à dépasser un certain niveau. Je crois que c'est fondamental car toute la dynamique de la démesure financière part d'une explosion absolument vertigineuse des inégalités qui s'est déclenchée à partir des années 1970 et 1980. [...] En 1970 aux Etats-Unis, les 100 patrons américains les mieux payés gagnaient 40 fois le salaire de base de leurs employés, le rapport est maintenant de 1 000 fois. Le taux d'inégalité a été multiplié par 25. Revenir à un taux des années 1970 ne me paraît pas révolutionnaire. Si à l'échelle mondiale ces deux évidences s'imposent (revenu mini et maxi) qui assurent que même les riches font partie d'une commune humanité, je crois que nous aurons beaucoup avancé car une grande partie des problèmes écologiques est générée par cette extension des inégalités. Nous devons réinventer une social-démocratie radicalisée, écologisée, universalisée ou plutôt pluriversalisée. ■

JOAQUIN NIETO

Une république pour les associations

Joaquin Nieto est président d'honneur du Sustain Labour, une fondation internationale pour la participation des travailleurs à la création d'un monde durable. Syndicaliste pendant 24 ans en Espagne, il a été vice-président de la commission nationale sur la santé et la sécurité du travail. Il a aussi participé à une quinzaine de sommets sur le climat pour porter la voix de la société civile qui, selon lui, peut être un contrepoids efficace aux marchés et aux Etats, sous certaines conditions.

Comment donner plus de poids à la parole des citoyens ? Comment s'organiser concrètement pour que la voix des usagers, des consommateurs, des clients, des habitants pèse sur les décisions politiques ? Joaquin Nieto y a pensé et a défini quelques règles pouvant gouverner ce qu'il appelle un républicanisme associatif.

La première de ces règles est l'institutionnalisation. «L'intégration systématique des associations dans les institutions détermine leur capacité même de peser sur les décisions politiques. La participation de la société civile doit être organisée avec la même force légale que la politique représentative.» Aussi, les syndicats participeraient à toutes les prises de décisions concernant le travail, les consommateurs à celles sur la consommation et les usagers à celle concernant les hôpitaux, etc. Bien sûr des expériences ont été menées ça et là mais elles ne sont pas systématiques. «Or, il faudrait décliner de tels conseils consultatifs à toutes les échelles, du local à l'international.»

En plus d'être institutionnalisée, la participation de la société civile doit être représentative. Et, pour la garantir, Joaquin Nieto pense soumettre les représentants de la société civile au vote «sinon on crée des lobbies ou des bureaucraties». Bien sûr, l'Espagnol reconnaît que les syndicats, associations bénéficiant de 150 ans d'histoire, ont ouvert la voie des systèmes représentatifs «mais ce n'est pas présent dans tous les syndicats, ni dans tous les pays».

En outre, les organisations civiles devraient toutes adopter, comme dans les partis politiques, un fonctionnement démocratique – «ce n'est pas le cas partout et on ne peut rien faire contre cela pour l'instant» – et se voir garantir un financement proportionnel à leur représentativité

tout en interdisant le financement des entreprises. Enfin, dernière pierre à l'édifice associatif : la coordination transversale et sectorielle. «Transversale car la rencontre des intérêts corporatistes avec l'intérêt général peut générer des positions communes, sectorielles, parce que l'Etat ne peut fonctionner en rencontrant toutes les associations d'un même secteur.»

Ceci dit, Joaquin Nieto souligne deux limites essentielles à "l'associationnisme".

«Premièrement, il ne faut pas avoir de vision ingénue : une association ne défend pas l'intérêt général par essence.» Aussi prend-il l'exemple des automobilistes ou des chasseurs qui se regroupent en puissants lobbies sans représenter l'intérêt général. Et, deuxièmement, les intérêts d'au moins deux populations ne pourront jamais être défendus de manière corporatiste : ceux des animaux et ceux des générations futures. «Si les générations futures pouvaient s'exprimer, elles refuseraient le nucléaire et ses déchets puisque, une fois les gisements d'uranium épuisés, elles en subiront les inconvénients sans en tirer aucun bénéfice.» Mais pour Joaquin Nieto on pourrait envisager que les associations écologistes, par exemple, remplissent ce rôle en représentant les intérêts de ces populations. **A.-G. T**



Noémie Pinganaud